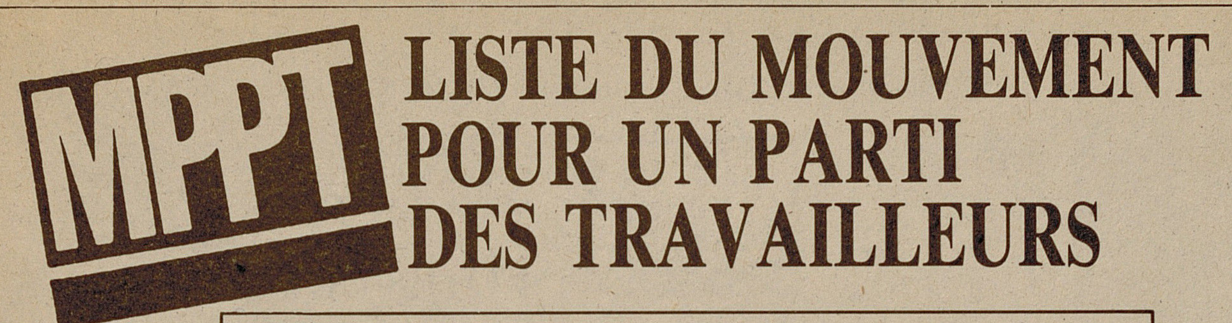


LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs.** C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

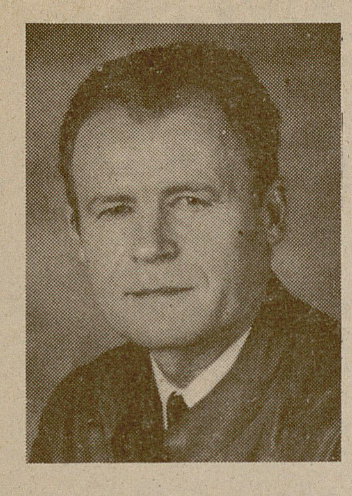
Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57



ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU



MOUVEMENT
POUR UN PARTI
DES TRAVAILLEURS

CÔTES-DU-NORD

Edouard Le Moigne

(49 ans, professeur)

La réalité de notre département, ce sont tous les secteurs de travail, y compris les plus modernes, qui organisent les licenciements : l'exemple le plus net (mais non le seul) dans notre département est celui de la Téléphonie du Trégor, ayant entraîné des réactions d'indignation de toute la population. Secteurs de « pointe » ou industries « traditionnelles », rien n'est épargné !

Allègements en personnel, licenciements déguisés, mais en même temps recours massif aux heures supplémentaires, comme chez Chaffoteaux, ou aux emplois d'intérimaires à contrats à durée déterminée comme à la CGEE-Alsthom : c'est la flexibilité contre le Code du travail.

De même, c'est en s'appuyant sur les lois de décentralisation votées par les députés PS-PCF que les directions des grandes surfaces de la région briochine essaient d'imposer les ouvertures le dimanche à l'encontre des conditions de vie des familles.

Quand la première industrie de notre région, le bâtiment, voit les faillites d'artisans se multiplier, ou les entreprises comme la CMA de Saint-Brieuc licencier par dizaines et par centaines, chacun sait qu'il s'agit là d'une conséquence de la baisse du pouvoir d'achat des familles populaires, candidates habituelles à la construction, et du coût élevé du crédit, alors que les aides gouvernementales de toutes sortes sont réservées au grand patronat.

3 000 TUC dans les Côtes-du-Nord, sous-payés et sans droits, livrés le plus souvent à eux-mêmes puisqu'il est proposé que les communes embauchent des TUC... pour aider leurs camarades à préparer leur sortie de stage ! Misère de notre jeunesse à qui la majorité élue en 1981, une majorité qui se réclamait du socialisme, du communisme et de la justice sociale ne peut offrir qu'un avenir de dérision.

Jeunesse que l'on entasse dans les classes dans un département qui en a vu fermer 44 à la dernière rentrée, et où plus de 35 communes sont sans école publique ; et où, dans le même temps, les mesures de décentralisation découlant de la loi Defferre-Le Pors mettent en place des organismes d'administration ouverts aux forces politiques locales, remettant ainsi en question la neutralité et l'indépendance nécessaires de l'école laïque et de ses maîtres. On l'a vu récemment, au niveau du chef-lieu, où la municipalité, toutes composantes unanimes, a sollicité le concours des directeurs et instituteurs pour préparer une manifestation de caractère religieux.

Quant aux agriculteurs du département : 10 à 20 % d'installations de jeunes en moins par an dans les Côtes-du-Nord. 60 % de ceux qui s'installent le font dans la production laitière, mais les quotas laitiers ne permettent pas le plus souvent des revenus suffisants pour faire face aux investissements nécessaires.

Les plans d'amélioration et de modernisation annoncent une dégressivité des aides à l'exploitation familiale (en particulier pour la production porcine... alors que se construisent d'énormes ateliers de production).

A la campagne comme en ville, les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres.

VOTEZ POUR LA LISTE MPPT
CONDUITE PAR EDOUARD LE MOIGNE

Imp PIE 75

Vu les candidats.

Edouard LE MOIGNE, 49 ans, professeur • **Régis POCHON**, 30 ans, électricien • **Denise PHILIPPOT**, 34 ans, mère de famille • **Hervé DENIS**, 30 ans, instituteur • **Serge SENOTIER**, 41 ans, ingénieur • **Suppléants :** **Thierry MALFROY**, 28 ans, employé aux PTT • **Charles MORGAND**, 61 ans, retraité en bâtiment-travaux publics.

ATTENTION : Ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.